

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD SA

Lieu dit Les Planeaux
24800 Thiviers

Références : DiPa/UbD24-47/060/2026
Code AIOT : 0005203048

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD SA implanté Lempe Lezard Le Garissal Le Gué de la Roque 24520 Lamonzie-Montastruc. L'inspection a été annoncée le 30/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle commun programmé avec l'unité départementale 24 de la DREAL Nouvelle-Aquitaine - UD24/47 (Didier Pagès, inspecteur des installations classées) et le Service Patrimoine Naturel, SPN (Vanessa RISPAL, inspectrice de l'environnement) de la DREAL NA.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD SA

- Lempe Lezard Le Garissal Le Gué de la Roque 24520 Lamonzie-Montastruc
- Code AIOT : 0005203048
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La S.A. Calcaires et Diorite du Périgord, filiale de la S.A. Carrières de Thiviers, exploite une carrière de roche massive et ses installations de traitement associées, sur la commune de LAMONZIE-MONTASTRUC, en Dordogne. Dans le cadre du renouvellement et de l'extension de la carrière, un arrêté préfectoral portant autorisation environnementale a été délivré le 18/10/2022 (AP n°NE 2022-10-06) pour une durée de 15 années.

Les matériaux produits depuis ce site sont des granulats calcaires, destinés aux entreprises de travaux publics, de voiries et réseaux divers ainsi qu'aux maçons, particuliers et collectivités dans un rayon de l'ordre d'une cinquantaine de kilomètres.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Exploitation de la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.1.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
2	Phasage prévisionnel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.1.5.4	Demande d'action corrective	3 mois
5	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 5.3.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/11/2022, article 2.1.6.2	Sans objet
4	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.3.2	Sans objet
6	Prévention des nuisances sonores, des vibrations	Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 6.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a d'abord consisté en une réunion afin d'examiner les suites données à la dernière inspection et se faire présenter les documents et justificatifs de suivi des installations exigés par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Dans un deuxième temps, une visite de la zone d'extraction a été organisée, pour vérifier les activités exercées et les dispositifs mis en place pour satisfaire aux prescriptions susvisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales sont collectées et gérées par un réseau existant, avec bassins de régulation décantation. En particulier, les fossés latéraux du chemin rural déplacé temporairement (extension Nord-Ouest) seront recréés. Autour de l'extension Nord-Ouest, un fossé sera créé pour collecter les eaux et les évacuer vers le ruisseau de Puissesau.
Constats : <u>Suite constat n°2 - Inspection du 21/11/2024</u> Des petits merlons sont aménagés sur la piste afin de diriger les eaux de ruissellement vers le point bas en partie ouest du site qui permet le maintien d'une zone humide.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établit un plan d'action avec consigne notamment sur le contrôle des bassins de décantation - régulation situés vers les infrastructures : vérification et nettoyage du décanteur séparateur d'hydrocarbures, nettoyage des grilles avaloires, des fossés, noue d'infiltration...
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Phasage prévisionnel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.1.5.4
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions particulières phase 3
Prescription contrôlée : <u>Dispositions particulières au démarrage Phase 3</u> Au minimum 11 mois avant le démarrage de l'exploitation de la phase 3, un rapport de synthèse du suivi de la reproduction du faucon pèlerin défini à l'article 2.2.2.2 est transmis à l'inspection des installations classées et au SPN pour validation. Ce rapport sera établi par un organisme externe spécialiste de l'espèce (LPO ou autre). Pour le cas où la présence du Faucon pèlerin serait avérée, un dossier de demande de dérogation à la réglementation espèces protégées sera adressé au préfet 9 mois au moins avant la date de fin des travaux d'exploitation de la phase 2.
Constats : <u>Mesure d'accompagnement spécifique au Faucon pèlerin :</u> En 2025, le Faucon est revenu sur son nid naturel initial, au niveau du front de taille qui doit être exploité en phase 3 et 3 petits ont été vus à l'envol. Il est donc envisagé de créer au plus vite 2

aires naturelles sur le front de taille le plus à l'est, exposé comme la zone de nidification naturelle actuelle.
L'exploitant envisage également d'avancer la réalisation de la phase 3.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit déposer un dossier de dérogation pour le déplacement de l'aire de reproduction naturelle, avec création de deux nouvelles aires dans le front de taille à l'est, avec accompagnement de la LPO.

Un dossier "Porter A Connaissance (PAC)" afin de d'étudier les modifications des prescriptions doit être déposé, avec notamment :

- la modification du phasage d'exploitation,
- la mise à jour du périmètre de l'habitat de l'Azuret du Serpolet,
- modification de la période des tirs de mines avec un suivi particulier afin d'évaluer l'impact des tirs de mines sur la reproduction, notamment en fonction de la localisation des tirs et du nid utilisé.

Ces éléments seront transmis dans les 3 mois à compter de la réception du rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/11/2022, article 2.1.6.2

Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le plan d'exploitation a été actualisé le 18/09/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra veiller à faire apparaître distinctement des informations lors de la prochaine actualisation annuelle du document :

- matérialiser les zones d'évitements du périmètre d'exploitation : haies, bande tampon des 5 mètres (habitat de l'Azuret du Serpolet), bande des 10 m...,
- (re)positionner les piézomètres, notamment le PZ5,
- matérialiser les points de mesure et de contrôles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage - matériaux inertes
Prescription contrôlée : Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Quantité des déchets inertes accueillis maximum : 50 000 tonnes/an.
Constats : <u>Suite constat n°5 - Inspection du 21/11/2024 ; Rappel sur traçabilité des déchets inertes externes</u> 35 000 Tonnes de matériaux inertes extérieurs à la carrière ont été acceptées et utilisées dans le cadre de la remise en état de la carrière. En 2024, 3 400 Tonnes de matériaux inertes extérieurs ont été réceptionnés et traités en vue d'un recyclage (réemploi). En 2025, aucun matériaux inertes extérieurs en vue d'un recyclage ont été réceptionnés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 5.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi piézométrique
Prescription contrôlée : Un suivi piézométrique des eaux souterraines est réalisé sur les ouvrages figurant à l'annexe 5. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont reportés à minima, la date du relevé, l'ouvrage et la hauteur de la nappe en m NGF. Un contrôle de paramètres est effectué selon un rythme semestriel, en basses et hautes eaux. L'ensemble des résultats est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : <u>Suite constat n°8 - Inspection du 21/11/2024</u> Le plan de localisation des piézomètres indiquant le sens d'écoulement de la nappe ainsi que les graphiques d'évolution des niveaux d'eau ont été présentés en annexe n°9 de la réponse de l'exploitant au rapport du 31/03/2025. Suite au contrôle du 17/04/2025, la concentration en MES du piézomètre PZ5 est bien abaissée par rapport au contrôle de 2024 mais reste importante. L'exploitant indique que la forte concentration de MES dans cet ouvrage est suffisamment importante pour réaliser des investigations complémentaires. Une étude est en cours avec l'entreprise TEMSOL afin d'évaluer une prestation de nettoyage par compresseur (débouchage).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'étude "TEMSOL" sera transmise à l'inspection 3 mois à compter de la réception du rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prévention des nuisances sonores, des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 6.2.3

Thème(s) : Situation administrative, Contrôle du niveau de bruit

Prescription contrôlée :

Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont réalisées lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées. En tout état de cause, un contrôle de ces mesures est réalisé tous les 3 ans.

Constats :

Suite du constat n°9 - Inspection du 21/11/2024

Depuis l'ouverture de la nouvelle zone d'extraction, deux contrôles acoustiques ont eu lieu. Une émergence résiduelle a été constatée au point D, point non-conforme.

L'émergence constatée, un point technique a été réalisé afin d'une part d'identifier les sources précises (engins, machines, activités) et d'autre part de trouver des solutions pour faire cesser l'émergence.

Une nouvelle campagne a été réalisée au point D en avril 2025. L'absence d'émergence a été constatée sur cette nouvelle mesure, les mesures sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite